



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Vingt-sixième réunion des Parties
au Protocole de Montréal relatif à des substances
qui appauvrissent la couche d'ozone
Paris, 17 – 21 novembre 2014
Point 4 de l'ordre du jour provisoire du débat de haut niveau¹
**Présentation du président du Comité exécutif du Fonds multilatéral
aux fins d'application du Protocole de Montréal sur les travaux du
Comité exécutif, du Secrétariat du Fonds multilatéral et des agences
d'exécution du Fonds**

**RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL
AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
À LA VINGT-SIXIÈME RÉUNION DES PARTIES**

Introduction

1. Le présent rapport porte sur les activités du Comité exécutif depuis la vingt-cinquième Réunion des Parties². Il comprend trois parties : les questions d'orientation; les projets, leur mise en œuvre et leur suivi; la planification des activités, et les questions administratives et financières. Dans sa décision 70/23, le Comité exécutif a décidé de se réunir deux fois au cours de 2014, à titre d'essai. Par conséquent, au cours de la période visée par le présent rapport, la 71^e réunion du Comité exécutif a eu lieu à Montréal, du 2 au 6 décembre 2013, la 72^e réunion a eu lieu à Montréal, du 12 au 16 mai 2014 et la 73^e réunion s'est déroulée à Paris, du 9 au 13 novembre 2014. Les rapports³ de ces réunions sont publiés sur le site Web du Fonds multilatéral (www.multilateral.fund.org).

Participation

2. Les représentants de la Belgique, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, représentant des Parties non visées au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de Montréal (Parties non visés à l'article 5), et de l'Inde, du Koweït, du Mali, du Nicaragua, de l'Ouganda, de la Serbie et de l'Uruguay, représentant les parties visées

* Document réédité le 21 novembre 2014 pour des raisons techniques.

¹UNEP/OzL.Pro. 26/1/Rev.1.

² Le mandat du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (UNEP/OzL.Pro.9/12, annexe V) oblige le Comité exécutif à remettre tous les ans un rapport à la Réunion des Parties.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/64 et Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/47 et Corr.1 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/62.

au paragraphe 1 de l'article 5 (Parties visés à l'article 5) ont participé à la 71^e réunion⁴, présidée par Madame Fiona Walters (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Madame Sonya Ruzin (Serbie) y a participé en qualité de vice-présidente.

3. Les représentants de l'Australie, de la Belgique, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon, de la Fédération de Russie et de la Suède, représentant des Parties non visées à l'article 5, et de l'Arabie saoudite, de la Chine, des Comores, de Grenade, de Maurice, du Nicaragua et de l'Uruguay, représentant des Parties visées à l'article 5, ont participé⁵ à la 72^e et à la 73^e réunions, présidées par M. Premhans Jhugroo (Maurice). M. John Thompson y a participé en qualité de vice-président.

4. Des représentants des agences d'exécution, notamment du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en qualité d'agence d'exécution et de Trésorier du Fonds multilatéral, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Banque mondiale, ainsi que des représentants du Secrétariat de l'ozone et autres observateurs, ont assisté à toutes les réunions pendant la période visée par ce rapport.

I. QUESTIONS D'ORIENTATION

5. Les gouvernements, les agences bilatérales et d'exécution, et le Secrétariat ont poursuivi activement la préparation et la mise en oeuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH) au cours de la période visée par ce rapport, tout en gardant à l'esprit l'objectif de réduction de 10 pour cent de la consommation de référence et de la production de HCFC du 1er janvier 2015. Depuis l'approbation du premier PGEH au cours de la 60e réunion, 140 PGEH pour des Parties visées à l'article 5 ont été approuvés, ainsi que le premier PGEPH à la 69e réunion. Il ne reste que cinq PGEH à adopter pour des pays visés à l'article 5.

6. Outre les mesures prises afin de mettre en oeuvre les décisions des Réunions des Parties, le Comité exécutif a pris des décisions concernant plusieurs questions d'orientation dans le cadre de l'examen et de la mise en oeuvre des projets. De plus amples détails sur ces aspects sont fournis ci-après.

i) Lignes directrices et critères de financement

7. Le Comité exécutif a poursuivi ses efforts pour aider les Parties à préparer leurs PGEH au cours de la période visée par ce rapport, conformément aux décisions XIX/6 et XXI/9 de la Réunion des Parties. Cette dernière décision prie notamment le Comité exécutif d'accélérer en toute urgence la mise au point de ses lignes directrices sur les HCFC. Le groupe de contact constitué à la 70e réunion pour débattre du projet de lignes directrices⁶ a poursuivi ses travaux en marge de la 71e réunion. Après avoir entendu le rapport du groupe de contact, la réunion a approuvé les lignes directrices sur le financement de la préparation de la phase II des PGEH, mises de l'avant dans la décision 71/42, en précisant les critères à respecter dans les demandes de financement pour la préparation des projets.

8. Au cours des débats sur les critères de financement de l'élimination des HCFC dans le secteur de la consommation pendant la phase II des PGEH, la 71^e réunion a pris note d'un document⁷ préparé par le Secrétariat en réponse à une demande formulée à la 70^e réunion, qui contenait des informations supplémentaires fournies par les agences d'exécution concernées sur les coûts différentiels d'exploitation et d'investissement engagés à la phase I des PGEH. La 72^e réunion a débattu de la nécessité de modifier

⁴ Conformément à la décision XXIV/22.

⁵ Conformément à la décision XXV/18.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/55.

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/57.

ou non les lignes directrices existantes pour l'approbation des PGEH aux fins d'approbation de la phase II, même si elles avaient déjà été utilisées pour la phase II dans certains cas. Les membres ont été invités à fournir toute information supplémentaire qu'ils jugeaient nécessaire, afin d'aider le Secrétariat à préparer un document pour la 73^e réunion (décision 72/39).

9. Sur la base de ce document, les discussions se sont poursuivies au cours de la 73^e réunion sur des questions comme les efforts que devront déployer les petites et moyennes entreprises; le montant nécessaire pour financer les surcoûts d'exploitation; l'avis selon lequel la totalité ou la plupart des critères pour la phase I étaient suffisants pour la phase II, étant donné qu'ils étaient le fruit de longues négociations et de compromis; le fait que le rapport coût-efficacité des projets approuvés jusqu'ici se situe au niveau ou sous le niveau des seuils coût-efficacité; la date de fin d'admissibilité; la date de la dernière reconversion; l'accroissement du financement nécessaire pour faciliter l'introduction de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement global (PRG); et le financement requis pour le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération dans les pays à faible volume de consommation (PFV). Dans l'impossibilité de parvenir à un consensus, le Comité exécutif a décidé de continuer d'examiner, à sa 74^e réunion, les critères de financement de l'élimination des HCFC dans le secteur de la consommation pour la phase II du PGEH (décision 73/64).

ii) Proposition d'un accord sur la phase II d'un PGEH pendant que la phase I était en cours

10. Au cours des débats de la 72^e réunion, les membres ont souligné qu'il fallait déterminer d'un commun accord si les étapes du PGEH doivent être vues comme des entités financières indépendantes ou comme un projet en continu unique jusqu'à l'élimination complète des HCFC. Le Secrétariat a donc demandé au Comité exécutif de préciser si les différents choix offerts dans le document⁸ présenté à la réunion pouvaient être pris en considération dans la préparation des accords de la phase II d'un PGEH. Reconnaissant que la question était complexe et qu'elle méritait un examen plus approfondi, le Comité exécutif a chargé le Secrétariat d'examiner plus en profondeur la façon d'élaborer l'accord de la phase II d'un PGEH lorsqu'il y a chevauchement avec la phase I, en se fondant sur les points de vue exprimés par le Comité exécutif, et de présenter une recommandation à la 73^e réunion (décision 72/23).

11. Sur la base de cette recommandation⁹, le Comité exécutif, à sa 73^e réunion, a décidé, par la décision 73/33, de prier les agences bilatérales et les agences d'exécution d'utiliser l'accord pour la phase II du PGEH du Mexique, qui a été approuvé lors de la même réunion (décision 73/58), comme modèle pour l'accord de la phase II. On a demandé au Secrétariat d'examiner le modèle des accords relatifs à la phase II des PGEH dès que les discussions concernant les critères de financement de l'élimination des HCFC dans le secteur de la consommation et le seuil de décaissement de 20 pour cent auront été achevées.

iii) Demandes de financement pour la préparation de la phase II des PGEH

12. Les débats de la 72^e réunion ont aussi porté sur la nécessité d'obtenir, lors de l'examen des demandes de financement pour la préparation des projets de la phase II du PGEH, des explications plus claires sur pourquoi, dans certains cas, des pays ayant reçu du financement de préparation de projet pour un secteur donné à la phase I du PGEH mais n'ayant pas inclus ce secteur dans la première étape, faisaient l'objet d'une recommandation pour des fonds supplémentaires de préparation pour ce même secteur dans le cadre de la phase II, et si les fonds fournis dans le cadre de la phase I et n'ayant pas été utilisés avaient été restitués au Fonds multilatéral ou non. Il n'était pas non plus très clair si la demande de fonds supplémentaires pour la préparation était uniquement liée au fait de respecter les objectifs de

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/12.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/24.

conformité de 2020, comme l'indiquaient les lignes directrices, ou bien si celle-ci incluait des objectifs au-delà de 2020. À l'issue des débats informels tenus en marge de la réunion, le Comité exécutif a décidé de rappeler aux agences bilatérales et d'exécution et aux pays visés à l'article 5 de donner la priorité à l'élimination du HCFC-141b et à la conformité aux objectifs de 2020 lors de la demande et de l'utilisation des fonds de préparation de projet pour des projets dans des pays autres que PFV. (décision 72/18).

iv) Solutions de rechange aux SAO

13. Dans sa décision XXV/5¹⁰, la Réunion des Parties prie le Secrétariat de préparer un aperçu des projets de démonstration sur les HCFC approuvés et un document de discussion sur les options pour un nombre de projets supplémentaires, afin de faire la démonstration des technologies de remplacement des HCFC respectueuses du climat et éconergétiques, incluant des technologies de nature différente, aux fins de discussion à la 72^e réunion (décision 71/51 a)). La 72^e réunion s'est penchée sur les projets de démonstration des HCFC approuvés à ce jour et les options pour des projets supplémentaires, afin de faire la démonstration des technologies respectueuses du climat et éconergétiques. Les 14 projets de démonstration déjà approuvés ont favorisé l'introduction de nouvelles technologies à faible PRG en tant que solutions de rechange dans les PGEH, et le Secrétariat a conclu qu'il n'existe aucun besoin urgent de présenter des projets de démonstration supplémentaires¹¹. Il a indiqué que les projets de démonstration sur les HCFC ont souvent porté sur le développement de nouvelles technologies par les pays visés à l'article 5 et que l'absence inhérente d'expertise existante a compliqué l'adaptation de ces technologies dans d'autres pays.

14. Après avoir pris connaissance du rapport du groupe de contact, le Comité exécutif a décidé d'examiner à ses 75^e et 76^e réunions des propositions de projets de démonstration sur des solutions de remplacement des HCFC à faible potentiel de réchauffement de la planète et a adopté les critères de sélection des projets de démonstration, pour un financement total n'excédant pas 10 millions \$US, précisés dans la décision 72/40. Les agences bilatérales et d'exécution ont été invitées à soumettre des propositions pour, au maximum, quatre études de faisabilité sur le refroidissement urbain, au plus tard à la 75^e réunion. Le financement de chaque étude serait limité à 100 000 \$US et aucun financement ne serait accordé au-delà des études de faisabilité. Le Secrétariat a été chargé de préparer un document d'analyse de la consommation admissible restante de HCFC dans les divers secteurs et sous-secteurs ayant une certaine importance aux fins de démonstration, pour examen à la 74^e réunion (décision 72/40). A la 73^e réunion, des orientations supplémentaires ont été fournies pour veiller à soumettre au Comité exécutif les meilleures propositions de projets de démonstration possibles¹².

v) Activités supplémentaires pour maximiser les avantages pour le climat dans le secteur de la production de HCFC

15. Le Comité exécutif, à sa 71^e réunion, a décidé que la 72^e réunion devrait examiner des activités supplémentaires afin de maximiser les avantages pour le climat dans le secteur de production des HCFC (décision 71/51 b)). La 72^e réunion a été saisie d'un court résumé des problèmes d'émission de sous-produits à potentiel élevé de réchauffement de la planète dans le secteur de la production de HCFC. Il a été souligné que la Réunion des Parties discute actuellement de la question et que le HFC-23 ne figurait pas parmi les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal. L'option de détruire le HFC-23 dans un incinérateur sur place/hors site a retenu beaucoup d'attention, mais les problèmes liés au coût, à la durée du soutien du Fonds multilatéral pour ces activités, et par conséquent à la pérennité de cette

¹⁰ Cette décision prie notamment le Comité exécutif d'examiner l'information contenue dans le rapport sur les renseignements supplémentaires sur les solutions de rechange aux SAO préparé par le Groupe de l'évaluation technique et économique en vertu de la décision XXIV/7 et autres rapports connexes.

¹¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40.

¹² Paragraphe 97 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/62.

démarche, ont aussi été soulevés. Des débats informels ont été tenus en marge de la réunion à partir d'un document¹³ préparé par le Secrétariat. Cependant, le Comité exécutif a été incapable de faire consensus et a pris note du document.

vi) Minimisation des conséquences néfastes pour le climat de l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération

16. Le Comité exécutif, à sa 71^e réunion, a été saisi d'un document¹⁴ résumant les débats de la 70^e réunion sur la minimisation des conséquences néfastes pour le climat de l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et, après l'échange de points de vue, a décidé de reporter l'examen de la question à sa 72^e réunion (décision 71/43).

17. Après avoir pris note des documents¹⁵ préparés par le Secrétariat, la 72^e réunion a exhorté les agences bilatérales et d'exécution de continuer à faire preuve d'ingéniosité dans l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération, afin d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire les émissions, et de tenir compte de l'information contenue dans ces documents lorsqu'elles aident les pays visés à l'article 5 à préparer et à mettre en œuvre les activités pour le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération contenues dans leur PGEH. Les pays visés à l'article 5 ont été invités à examiner plusieurs mesures précisées dans la décision 72/41 lors de la mise en œuvre de leur PGEH.

vii) Rapport périodique sur l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral

18. Au cours des débats sur l'indicateur des conséquences sur le climat¹⁶ du Fonds multilatéral à la 72^e réunion, plusieurs membres ont émis l'opinion que des informations supplémentaires étaient nécessaires, tandis que d'autres ont indiqué que l'indicateur était utile tel quel. Le Secrétariat communiquerait avec les membres du Comité exécutif par lettre, afin de les inviter à fournir plus de commentaires sur l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, qui seraient intégrés au rapport présenté à la 73^e réunion en réponse à la décision 69/23.

19. Le Comité exécutif, à sa 73^e réunion, a examiné ce rapport¹⁷, qui porte sur la finalisation de l'indicateur des conséquences sur le climat (MCII), et les résultats de trois examens techniques indépendants de cet indicateur, conformément à la décision 69/23 c). Sur cette base, le Comité exécutif a prié le Secrétariat de prendre en compte, en finalisant l'indicateur MCII, à la fois les recommandations fournies par les experts techniques et le cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il a prié le Secrétariat de partager l'outil MCII avec le GIEC et de solliciter des commentaires en retour sur cet outil de la part de la Banque mondiale, dans le contexte de ses travaux avec les banques multilatérales de développement, en vue d'harmoniser la comptabilité des gaz à effet de serre dans leurs portefeuilles d'investissement, et de ses activités concernant la réforme des subventions énergétiques (décision 73/65).

viii) Décaissement des fonds

20. Il a été rappelé à la 71^e réunion que les retards dans la proposition des tranches étaient surtout attribuables à l'incapacité d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent de la tranche précédente de la phase I du PGEH. La nécessité d'une vue commune de l'application du seuil de décaissement de 20 pour cent a été soulignée. Par conséquent, le Comité exécutif a décidé de confirmer que le respect de la

¹³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/41.

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/56.

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/70/53/Rev.1 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/42.

¹⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/43.

¹⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/53.

disposition relative au seuil de décaissement de 20 pour cent devrait être déterminé par rapport au niveau de décaissement au profit des bénéficiaires finals, le cas échéant. Le Secrétariat a été chargé de revoir l'application de la disposition relative au seuil de décaissement de 20 pour cent dans le but de la clarifier et d'assurer son application cohérente, et de permettre l'examen d'options de remplacement pour définir les conditions préalables à la présentation des tranches pluriannuelles (décision 71/29).

21. La 72^e réunion¹⁸ a examiné les obstacles qui nuisaient de temps à autres au respect du seuil de décaissement de 20 pour cent d'une tranche avant que les fonds de la tranche suivante puissent être décaissés, et discuté des solutions de rechange possibles. Le Secrétariat a été invité à continuer d'évaluer les différentes modalités relatives au seuil de décaissement des fonds pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC et d'informer le Comité exécutif des résultats de cette analyse à la première réunion de 2015 au plus tard. Le seuil de décaissement de 20 pour cent demeurerait une condition préalable à l'approbation des tranches du PGEH et, à titre exceptionnel, les agences bilatérales et d'exécution pourraient présenter l'information sur les décaissements relatifs aux tranches soumises aux 73e et 74e réunions jusqu'à six semaines avant ces réunions (décision 72/24).

22. La 71^e réunion a examiné, entre autres choses, les modalités de décaissement pour le PGEH de la Chine, et après avoir examiné le document¹⁹ préparé par le Secrétariat à partir de l'information fournie par les agences d'exécution, a chargé le Secrétariat, en collaboration avec les agences d'exécution, de poursuivre ses travaux et de communiquer tout renseignement supplémentaire au Comité exécutif à sa 72^e réunion (décision 71/44). La 72^e réunion a été informée de la modalité élaborée par le PNUD et le gouvernement de la Chine pour le décaissement des fonds²⁰. Le Comité exécutif a chargé le Secrétariat d'examiner, en collaboration avec les agences d'exécution et le Trésorier, les choix de modalités de décaissement des sommes prévues à la phase II du PGEH pour la Chine et de remettre un rapport sur la question à la 73^e réunion du Comité exécutif (décision 72/38).

23. Notant ce rapport, à sa 73^e réunion²¹, le Comité exécutif a décidé de prier les agences d'exécution de continuer à suivre le décaissement des fonds approuvés au cours de la phase I du PGEH pour la Chine; et d'inclure, au moment de soumettre la phase II du PGEH de la Chine au Comité exécutif aux fins d'examen, la modalité de décaissement convenue avec le gouvernement de la Chine, avec les étapes spécifiques permettant le décaissement des fonds au gouvernement de la Chine plus près de la date où ils sont requis (décision 73/63).

ix) Adaptation de l'équipement de réfrigération et de climatisation existant à base de HCFC à une technologie à base de frigorigènes inflammables ou toxiques

24. La 72^e réunion a examiné la question de l'adaptation de l'équipement existant à une technologie à base d'hydrocarbures²². Compte tenu de la divergence des opinions exprimées au sujet de l'adaptation, un groupe de contact a été formé afin de débattre de la démarche préconisée par le Protocole de Montréal pour l'adaptation de l'équipement de réfrigération et de climatisation existant à une technologie à base d'hydrocarbures. Après avoir entendu le rapport du groupe de contact, le Comité exécutif a décidé que l'ajout de texte s'imposait pour l'approbation de PGEH, de tranches, de projets ou d'activités proposant l'adaptation de l'équipement de réfrigération et de climatisation existant à base de HCFC à une technologie à base de frigorigènes inflammables ou toxiques, afin que tout pays engagé à adapter l'équipement de réfrigération et de climatisation à base de HCFC à une technologie à base de frigorigènes

¹⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/12.

¹⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/58.

²⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/38.

²¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/52.

²² UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/12.

inflammables ou toxiques et à effectuer l'entretien en conséquence le fasse en connaissance de cause et accepte les risques et les responsabilités qui s'y rapportent (décision 72/17).

25. Fournissant d'autres orientations après les discussions à sa 73^e réunion²³, le Comité exécutif a décidé que, si un pays convenait, après avoir tenu compte de la décision 72/17, d'effectuer des reconversions utilisant des substances inflammables dans un équipement initialement conçu pour des substances ininflammables, le processus devrait être mené en conformité avec les normes et protocoles pertinents (décision 73/34).

x) **Sous-groupe sur le secteur de la production**

26. Le Sous-groupe sur le secteur de la production s'est réuni en marge de toutes les réunions ayant eu lieu pendant la période visée par ce rapport. À la 71^e réunion, il a fait consensus sur tous les points sauf les lignes directrices sur le secteur de la production de HCFC²⁴. Le PGEPH de la Chine a été approuvé à la 69^e réunion, mais des débats supplémentaires ont été nécessaires afin de mettre au point l'accord-cadre pour l'élimination totale dans le secteur de la production, et les conditions de la phase I, qui ont été approuvés à la 71^e réunion (décision 71/49). Le Sous-groupe a approuvé les modifications apportées au plan d'élimination sectoriel de la production de CFC de la Chine, afin de permettre les dérogations pour la production de CFC à des fins essentielles approuvées pour les autres Parties en 2014. Ces modifications ont été adoptées à la 71^e réunion (décision 71/50).

27. À la 72^e réunion, le Sous-groupe a abordé tous les points à son ordre du jour et poursuivi ses débats sur le projet de lignes directrices sur le secteur de la production de HCFC; certaines questions ont été réglées, mais le Sous-groupe a manqué de temps pour débattre de tous les autres éléments. Après avoir entendu le rapport²⁵ du Sous-groupe, le Comité exécutif a demandé à la Banque mondiale de soumettre de nouveau, au nom du gouvernement de la Chine, l'addendum au PGEPH de la Chine, qui comprendra plusieurs éléments établis dans la décision 72/44, à la 73^e réunion du Comité exécutif.

28. La 72^e réunion a approuvé la tranche de 2014 du PGEPH de la Chine, en prenant note que les sommes provenant du secteur de la production de HCFC utilisées à la phase I du PGEPH seraient remboursées à même le PGEPH. La Banque mondiale a été invitée à fournir le reste de l'information demandée par le Secrétariat concernant les activités financées par le Fonds multilatéral dès que possible et à actualiser le modèle de communication des futurs plans de mise en œuvre annuels et rapports périodiques relatifs au PGEPH, en collaboration avec le Secrétariat (décision 72/45).

29. Lors de la 73^e réunion, le sous-groupe a examiné la plupart des points à l'ordre du jour, mais n'a pas eu suffisamment de temps pour étudier de façon plus approfondie le projet de directives concernant le secteur de la production des HCFC, reportant cette tâche à la prochaine réunion. Ayant reçu de la Banque mondiale l'information supplémentaire demandée par le Secrétariat en rapport avec les activités financées par le Fonds multilatéral, après avoir été saisi du rapport du sous-groupe sur le secteur de la production²⁶, le Comité exécutif, notant qu'aucune nouvelle usine ou chaîne de production de HCFC n'avait été établie par la Chine pour les SAO ou les matières premières entre 2010 et la 73^e réunion, a demandé que le gouvernement de la Chine l'avise dans l'éventualité où des chaînes de production supplémentaires seraient mises en place au-delà de celles couvertes par l'accord avec le Comité exécutif (décision 73/72). Notant par ailleurs que le rapport de vérification 2013 sur la production et la consommation de HCFC indiquait que la Chine avait respecté ses objectifs de production et de consommation maximales autorisées pour cette année, le Comité exécutif a encouragé le gouvernement de la Chine à demander aux

²³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/24.

²⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/63.

²⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/46.

²⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/61.

producteurs de HCFC du pays de fournir, pour les futures vérifications, les documents d'exportation voulus pour chaque expédition considérée comme une exportation et de spécifier l'utilisation de ventes de HCFC dans les contrats de ventes. Le Comité a également décidé d'autoriser la présentation d'une demande de financement de tranche pour le programme de mise en œuvre annuel 2015 de la phase I du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH) pour la Chine à sa 74^e réunion (décision 73/73).

30. En ce qui a trait au format de la future soumission de plans de mise en œuvre annuels et de rapports périodiques concernant les PGEPH, la 73^e réunion a noté que la Banque mondiale utiliserait provisoirement le projet de format, au moment de préparer le financement de la tranche 2015 se rapportant au PGEPH de la Chine qui doit être présenté à la 74^e réunion; dans l'intervalle, le Secrétariat a été prié de préparer un format actualisé de rapport périodique et de plan de mise en œuvre annuel pour le PGEPH aux fins d'examen lors de la 74^e réunion (décision 73/74). Il faudrait également prendre en compte les enseignements tirés par la Banque mondiale pendant cette période d'utilisation provisoire.

II. PROJETS, LEUR MISE EN ŒUVRE ET LEUR SUIVI

i) Réalisations du Fonds depuis sa création

31. Quelque 7 193 projets et activités (à l'exception des projets annulés et transférés) ont été approuvés depuis 1991, répartis géographiquement comme suit : 2 963 projets et activités pour les pays de l'Asie et du Pacifique, 1 794 pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1 686 pour les pays d'Afrique, 445 pour les pays d'Europe et 305 d'envergure mondiale. Une quantité de 453 745 tonnes PAO, sur les 461 608 tonnes PAO qui seront éliminées lorsque tous les projets auront été mis en œuvre a déjà été éliminée (y compris la consommation et la production). La répartition sectorielle de l'élimination réalisée grâce aux projets et activités approuvés, et les sommes approuvées depuis la création du Fonds sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

| Secteur | Consommation Tonnes PAO approuvées* | Consommation Tonnes PAO éliminées* | Production Tonnes PAO approuvées* | Production Tonnes PAO éliminées* | Sommes approuvées* (\$US) |
|----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|---------------------------|
| Aérosols | 27 808 | 27 050 | 0 | 0 | 94 003 328 |
| Destruction | 45 | 35 | 0 | 0 | 12 466 592 |
| Lutte contre les incendies | 0 | | 0 | | 53 500 |
| Mousses | 68 882 | 65 877 | 0 | 0 | 442 815 459 |
| Fumigènes | 8 363 | 7 299 | 0 | 0 | 137 870 982 |
| Halons | 39 380 | 46 423 | 30 381 | 41 958 | 91 017 994 |
| Multisectoriels | 670 | 455 | 0 | 0 | 2 772 673 |
| Autres | 1 530 | 1 574 | 0 | 0 | 17 381 709 |
| Agents de transformation | 19 573 | 6 090 | 51 935 | 49 344 | 130 286 738 |
| Plans d'élimination | 48 206 | 47 198 | 11 206 | 10 988 | 724 867 456 |
| Production | 0 | 0 | 91 940 | 89 936 | 401 012 610 |
| Réfrigération | 53 569 | 51 425 | 0 | 0 | 594 469 949 |
| Plusieurs | 753 | 714 | 0 | 0 | 371 805 813 |
| Solvants | 7 313 | 7 320 | 0 | 0 | 108 702 757 |
| Stérilisants | 55 | 60 | 0 | 0 | 1 204 469 |
| Total | 276 146 | 261 519 | 185 462 | 192 226 | 3 130 732 030 |

* Ne comprend pas les projets annulés et transférés, mais comprend les coûts d'appui, s'il y a lieu.

32. Le Comité exécutif a approuvé la somme totale de 3 130 732 030 \$US depuis 1991, afin de réaliser l'élimination des SAO et de mettre en œuvre les projets d'investissement en cours et tous les projets et activités ne portant pas sur des investissements. Cette somme comprend 319 709 166 \$US pour les coûts d'appui aux agences (projets annulés et transférés non compris). De cette somme totale approuvée, les montants alloués aux agences bilatérales et d'exécution, et dépensés par celles-ci, figurent dans le tableau ci-après.

| Agence | Sommes approuvées* (\$US) | Coûts d'appui aux agences (\$US) | Sommes décaissées ** (\$US) |
|-----------------|------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Bilatérales | 138 861 648 | 12 812 829 | 133 586 230 |
| PNUD | 672 261 599 | 91 404 935 | 658 674 476 |
| PNUE | 241 733 909 | 20 773 477 | 213 539 558 |
| ONUDI | 702 419 743 | 89 599 729 | 660 730 487 |
| Banque mondiale | 1 055 745 964 | 105 118 195 | 1 049 139 465 |
| Total | 2 811 022 863 | 319 709 166 | 2 715 670 216 |

* Au 14 novembre 2014 (ne comprend pas les projets annulés et transférés)

** Au 31 décembre 2013 (ne comprend pas les projets annulés et transférés)

ii) Projets et activités approuvés pendant la période visée par ce rapport (71^e, 72^e et 73^e réunions du Comité exécutif)

33. Le Comité exécutif a approuvé 337 autres projets et activités au cours de la période visée par le rapport, afin d'éliminer 1 999 tonnes PAO dans la production et la consommation de substances réglementées. Une somme totale de 204 961 632 \$US a été approuvée pour la mise en œuvre de ces projets et activités, y compris 24 322 005 \$US pour les coûts d'appui d'agence. Ces sommes sont réparties comme suit :

| Agence | Sommes approuvées (\$US) | Coûts d'appui aux agences (\$US) | Total (\$US) |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| Bilatérales | 4 177 359 | 515 990 | 4 693 349 |
| PNUD | 54 706 288 | 7 962 321 | 62 668 609 |
| PNUE | 26 430 683 | 1 936 007 | 28 366 690 |
| ONUDI | 46 781 181 | 7 348 370 | 54 129 551 |
| Banque mondiale | 48 544 116 | 6 559 317 | 55 103 433 |
| Total | 180 639 627 | 24 322 005 | 204 961 632 |

Projets d'investissement

34. Le Comité exécutif a attribué 147 699 135 \$US pendant la période visée par ce rapport, dont 9 660 109 \$US pour les coûts d'appui aux agences, à la mise en œuvre de projets d'investissement visant à éliminer une quantité estimée de 1 967 tonnes PAO dans la consommation de SAO.

35. Au cours de la période visée par ce rapport, le Comité exécutif a approuvé les premières tranches de la phase I des PGEH pour deux pays n'étant pas des pays à faible volume de consommation, les deuxièmes tranches de la phase I des PGEH pour 42 pays ou PGEPH, les troisièmes tranches pour 10 pays, les quatrièmes tranches pour cinq pays, la cinquième tranche pour un pays et les premières tranches de la phase II des PGEH pour un pays, avec les accords correspondants. Les engagements en principe

s'élèvent à 714 532 863 \$US. La somme de 148 969 366 \$US, dont 9 846 719 \$US en coûts d'appui aux agences, a été approuvée pendant la période visée par ce rapport pour les tranches de ces accords.

36. Le Comité exécutif a aussi approuvé le financement de tranches de plans nationaux d'élimination du bromure de méthyle.

Activités ne portant pas sur des investissements

37. Les 71^e, 72^e et 73^e réunions ont approuvé les amendements aux programmes de travail de 2013 du PNUD, du PNUÉ, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, leurs programmes de travail 2014 et amendements associés²⁷ (décisions 71/30, 71/32, 72/25 et 73/39 à 73/52). Ceux-ci portaient sur des projets de renouvellement du renforcement des institutions²⁸, des projets de préparation de la phase II d'un PGEH et d'activités d'investissement pour l'élimination des HCFC, la préparation de projets dans le secteur des fumigènes, et le financement des rapports de vérification sur les objectifs de consommation.

Projets de démonstration

38. Le Comité exécutif a approuvé la mise en œuvre de deux projets de démonstration pilotes sur la gestion et la destruction des SAO résiduaire, étant entendu que les deux pays visés ne recevraient aucune somme supplémentaire pour de futurs projets de destruction des SAO (décisions 72/27 et 72/28). En ce qui concerne les projets de destruction des SAO retirés avant la réunion, le Comité exécutif a décidé de permettre à titre exceptionnel qu'un des projets soit proposé de nouveau à la 73^e réunion à certaines conditions, mais n'a pas permis que l'autre soit présenté de nouveau, car rien n'indiquait que les lignes directrices sur la proposition de projets de démonstration sur la destruction des SAO seraient respectées d'ici à la 73^e réunion (décision 72/21). Conformément à la décision 72/21, le Comité exécutif a envisagé un projet de démonstration pilote supplémentaire sur la destruction et la gestion des SAO résiduaire²⁹.

iii) Suivi et évaluation

39. Au cours de la période visée par ce rapport, le Comité exécutif a pris note de l'étude théorique sur l'évaluation de l'étape préparatoire de l'élimination des HCFC et des recommandations contenues dans le document³⁰ (décision 71/25). Il a aussi pris note des rapports intérimaires et finaux des évaluations des projets de reconversion des inhalateurs à doseur à base de CFC à des technologies sans CFC contenus dans les documents³¹ correspondants (décisions 71/26 et 72/7). Le Comité exécutif a pris note des rapports d'achèvement de projet de 2013³² et de 2014³³ et du rapport d'achèvement de projet des accords pluriannuels de 2014³⁴, et a invité les parties concernées à tenir compte des enseignements tirés de ces projets lors de la préparation et de la mise en œuvre de futurs projets (décisions 71/24, 72/5 et 73/5). À sa 72^e réunion, le Comité exécutif a aussi pris note du rapport sur la base de données des accords pluriannuels³⁵ et a demandé aux agences bilatérales et d'exécution d'ajouter l'information manquante sur les projets pluriannuels à la base de données des accords pluriannuels au plus tard huit semaines avant la 73^e réunion (décision 72/6).

²⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/20 à 22, UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/14 à 17 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/26 à 29.

²⁸ 110 764 596 \$US (incluant les coûts d'appui) ont été approuvés à ce jour pour les projets de renforcement des institutions dans 145 pays visés à l'article 5.

²⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/41.

³⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/14.

³¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/15 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/9.

³² UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/13.

³³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/7.

³⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/7.

³⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/8.

40. Le projet de programme de travail sur le suivi et l'évaluation de 2014 a été proposé à la 71^e réunion. Il demande notamment à l'Administrateur principal, Suivi et évaluation de soumettre un programme révisé qui tient compte des suggestions avancées à la 72^e réunion (décision 71/27). La 72^e réunion a approuvé le programme de travail sur le suivi et l'évaluation révisé pour 2014 et un budget de 148 700 \$US, qui comprennent une étude théorique et des visites sur le terrain dans sept pays, ainsi que la préparation de rapports sur l'évaluation des projets d'élimination des HCFC dans le secteur des mousses (décision 72/8). Le rapport concernant l'étude théorique contenue dans l'évaluation a été présenté à la 73^e réunion et noté par le Comité exécutif (décision 73/6).

41. Le Comité exécutif, à sa 73^e réunion, a approuvé le programme de travail sur le suivi et l'évaluation pour 2015, avec un budget de 91 285 \$US, comprenant l'achèvement de l'évaluation de l'élimination des HCFC dans le secteur de la mousse, et des études théoriques sur l'élimination des HCFC dans le secteur de la fabrication de l'équipement de réfrigération et de climatisation et sur des projets de démonstration pilote concernant l'élimination et la destruction des SAO (décision 73/7).

iv) Indicateurs d'efficacité

42. Après avoir été saisi du rapport³⁶ du Secrétariat sur les indicateurs d'efficacité et les propositions pour leur révision, le Comité exécutif, à sa 71^e réunion, a modifié les indicateurs en changeant leur pondération, afin de les rendre comparables (décision 71/28).

43. L'évaluation des plans d'activités des agences d'exécution³⁷ pour 2013 a été examinée par le Comité exécutif à sa 73^e réunion, qui a noté que la performance globale des agences était supérieure à celle de 2012. On a aussi relevé que le coût de la préparation des projets variait beaucoup, par année et par agence d'exécution, et il a été proposé de mener des discussions informelles avec les agences d'exécution au cours de la réunion, afin de comprendre les raisons de ces fluctuations et comment celles-ci se répercutent sur le régime des coûts administratifs et sur les coûts de base.

v) Retards dans la soumission des tranches

44. Le Comité exécutif, à sa 71^e réunion, a pris note que 49 des 66 tranches d'accords pluriannuels³⁸ devant être proposées à la réunion ont été soumises dans les délais prévus (décision 71/4). La 72^e réunion a été informée que 48 des 73 activités concernant des tranches de PGEH devant être proposées³⁹ n'avaient pas été soumises à la date prévue (décision 72/4); à la 73^e réunion, le Comité exécutif a noté que 33 des 53 activités liées aux tranches des PGEH devant être soumises⁴⁰ avaient été présentées à temps (décision 73/4), même si 10 de ces tranches avaient été ultérieurement retirées après discussion avec le Secrétariat. À ces trois réunions, le Comité exécutif a pris note que les tranches non proposées ne devraient pas avoir de conséquences néfastes sur la conformité, sauf dans un pays dont la tranche devait être proposée à la 71^e réunion et ce, à cause de sa situation politique. Le Secrétariat a été chargé d'envoyer des lettres aux gouvernements concernés les exhortant de soumettre la tranche suivante.

³⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/17.

³⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/16.

³⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/5.

³⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/6.

⁴⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/6.

vi) Rapport de situation et conformité

45. Les 71^e, 72^e et 73^e réunions ont examiné des rapports de situation actualisés sur la conformité et de l'information sur les projets dont la mise en œuvre accuse un retard⁴¹. Le Comité exécutif a décidé de demander aux agences bilatérales et d'exécution de fournir des rapports de situation et autres rapports supplémentaires sur plusieurs projets (décisions 71/5 à 71/12, 72/9, et 72/13 à 72/16). Au cours de la 73^e réunion, ces demandes ont été faites dans le contexte des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution (décisions 73/9 à 73/13).

46. Les 71^e, 72^e et 73^e réunions ont aussi examiné des rapports périodiques et finaux sur quatre projets pilote faisant la démonstration de technologies de remplacement des HCFC dans divers sous-secteurs de la Chine; un rapport périodique supplémentaire concernant la mise en œuvre d'un projet de démonstration sur les options à faible coût pour l'utilisation des hydrocarbures dans la fabrication de mousses de polyuréthane en Égypte; le rapport final du projet pilote faisant la démonstration de l'utilisation de la technologie à base de CO₂ supercritique pour les mousses de polyuréthane à pulvériser en Colombie; les rapports de vérification financière et les rapports périodiques pour les secteurs des halons, de la production de CFC, de la mousse, de l'agent de transformation II, des solvants et de l'entretien de l'équipement de réfrigération à base de CFC; un rapport de vérification financière pour le plan national d'élimination des CFC des Philippines; un rapport périodique concernant la mise en œuvre du projet d'élimination du bromure de méthyle au Guatemala et des rapports finaux sur des projets de destruction des SAO en Indonésie et aux Philippines (décisions 71/13 à 71/17, 72/10 à 72/12, 73/16 à 73/20 et 73/22 à 73/24).

vii) Remise des rapports de vérification

47. Le Comité exécutif, à sa 72^e réunion, avait débattu de la date de remise des rapports de vérification dans le cas d'un régime à deux réunions par année⁴² et a encouragé les agences bilatérales et d'exécution à inclure avec la présentation des PGEH à la première réunion de l'année le rapport de vérification de l'année précédant immédiatement l'année au cours de laquelle la tranche a été soumise. Dans le but d'accorder une certaine souplesse, il a toutefois été convenu que si les rapports de vérification n'étaient pas prêts à temps pour la première réunion de l'année, le transfert de toute somme approuvée pour les tranches à des agences bilatérales et d'exécution ne se ferait qu'une fois que le Secrétariat aurait reçu les rapports de vérification confirmant que, lors de l'année précédant immédiatement la demande de tranche, le pays était en conformité avec le Protocole de Montréal et l'accord conclu entre son gouvernement et le Comité exécutif (décision 72/19).

III. PLANIFICATION DES ACTIVITES ET QUESTIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES

i) Plan d'activités pour la période 2014-2016

48. La 71^e réunion a avalisé⁴³ le plan d'activités du Fonds multilatéral pour la période 2014-2016⁴⁴ en apportant plusieurs modifications et en faisant plusieurs demandes aux agences bilatérales et d'exécution (décision 71/18). La 72^e réunion a pris note du plan d'activités actualisé et a chargé le

⁴¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/6, Add.1 et Corr.1, Add.1/Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/11, Corr.1 et Add.1, et UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/17 et Add.1.

⁴² UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/12.

⁴³ L'aval ne signifie ni l'approbation des projets recensés, ni l'approbation du financement ou du tonnage associés.

⁴⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/7.

Secrétariat de continuer à effectuer le suivi de la disponibilité des mouvements de trésorerie dans le prochain document de mise à jour qui sera remis à la 73^e réunion (décision 72/3).

49. Le Comité exécutif, à sa 71^e réunion, a pris note des plans d'activités des agences bilatérales, du PNUD, du PNUE, de l'ONUDI et de la Banque mondiale⁴⁵, et a approuvé les indicateurs d'efficacité des agences d'exécution (décisions 71/20 à 71/23). Il a aussi demandé aux agences bilatérales et d'exécution de fournir des explications au sujet des activités qui n'avaient pas été proposées en 2013 comme prévu (décision 71/4).

ii) Plan d'activités pour la période 2015-2017

50. Le Comité exécutif, à sa 73^e réunion, a avalisé⁴⁶ le plan d'activités 2015-2017 du Fonds multilatéral⁴⁷, après avoir effectué un certain nombre de rajustements et de demandes aux agences bilatérales et d'exécution (décision 73/27). a pris note des plans d'activités des agences bilatérales, du PNUD, du PNUE, de l'ONUDI et de la Banque mondiale⁴⁸, et approuvé les indicateurs de performance des agences d'exécution (décisions 73/28 à 73/32).

iii) Planification financière

51. Les 71^e, 72^e et 73^e réunions ont été saisies de rapports sur les soldes et la disponibilité des ressources⁴⁹. Elles ont pris note du retour de fonds et demandé aux agences de retourner les soldes de projets approuvés plus de deux ans auparavant, ainsi que les soldes non engagés (décisions 71/3, 72/2 et 73/2). Les soldes inutilisés retournés comprenaient également des sommes des projets pour lesquels aucun autre engagement n'avait été pris après la date finale d'achèvement, conformément aux décisions 70/7 b) ii) et iii) et 71/11 b).

iv) Budget d'aide à la conformité (PAC) du PNUE pour 2014 et 2015

52. La 71^e réunion a approuvé le budget du PAC pour 2014⁵⁰, qui représente une augmentation de deux pour cent au budget de 2013, pour un montant s'élevant à 9 338 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de huit pour cent, s'élevant à 747 040 \$US. Elle a prié le PNUE de fournir de plus amples informations sur les futures soumissions du budget du PAC et de faire rapport au Comité exécutif, d'ici la 74^e réunion, sur les conséquences de son adoption des normes IPSAS, pour ce qui est de satisfaire les dispositions de la décision 35/36 d)⁵¹ (décision 71/33).

53. La 73^e réunion a approuvé le budget du PAC pour 2015⁵², pour un montant de 9 459 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de huit pour cent, s'élevant à 756 720 \$US, et a félicité le PNUE pour avoir respecté les orientations budgétaires. Le PNUE a par ailleurs été prié de faire rapport à la 74^e réunion sur les mesures prises pour appliquer les recommandations découlant du rapport de mai 2014 du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies concernant l'audit du Service ActionOzone du PNUE (décision 73/53).

⁴⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/8 à 12.

⁴⁶ L'aval ne signifie ni l'approbation des projets recensés, ni l'approbation du financement ou du tonnage associés, étant entendu que les agences mettraient beaucoup plus l'accent sur l'élimination des HCFC dans le secteur de la mousse pour la phase II des PGEH, y compris dans leurs d'activités pour la période 2016-2018.

⁴⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/18.

⁴⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/19 à 23.

⁴⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/4, UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/4 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/4.

⁵⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/23.

⁵¹ Les fonds approuvés chaque année pour le PAC, mais non dépensés, devraient être retournés au Fonds multilatéral aux fins de reprogrammation lors de la 2^e réunion du Comité exécutif au cours de l'année suivant celle où ils ont été approuvés.

⁵² UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/30.

v) Coûts de base de 2014 du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale

54. La 71^e réunion a approuvé le budget des coûts de base 2014 du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale⁵³, en prenant note que le PNUD et l'ONUDI avaient demandé une augmentation de 0,7 pour cent, tandis que la Banque mondiale présentait le même budget que le budget approuvé en 2013 et qu'elle retournerait les soldes inutilisés (décision 71/34).

55. La 73^e réunion a approuvé les budgets de base demandés pour 2015 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale⁵⁴ en notant que les coûts d'exploitation de l'unité de base de la Banque mondiale étaient encore une fois inférieurs aux montants inscrits au budget et qu'elle retournera les soldes non utilisés (décision 73/54).

vi) Mobilisation des ressources pour les avantages connexes pour le climat

56. La 71^e réunion a pris note de deux rapports⁵⁵ préparés par le PNUD et la Banque mondiale sur les résultats des activités de mobilisation des ressources entreprises à l'aide de sommes approuvées à la 63^e réunion.

vii) Régime des coûts administratifs

57. La 71^e réunion a pris note des options pour l'évaluation du régime de coûts administratifs pour la période triennale 2015-2017⁵⁶ et a demandé au Secrétariat de présenter, à la dernière réunion de 2014, un document révisant le régime de coûts administratifs (décision 71/45).

58. La 72^e réunion a débattu de la question à savoir si le régime des coûts administratifs approuvé à la 67^e réunion devrait s'appliquer aux deuxièmes tranches et suivantes des PGEH approuvés à la 66^e réunion et a décidé d'appliquer le nouveau régime de coûts adopté à la décision 67/15 à la deuxième tranche et aux tranches suivantes des PGEH approuvés à la 66^e réunion (décision 72/20).

59. Lors de la 73^e réunion⁵⁷, le Comité exécutif a décidé d'appliquer le régime des coûts administratifs pour les agences bilatérales et d'exécution au cours de période triennale 2015-2017, tout en demandant une révision du régime des coûts administratifs et du budget de financement de l'unité de base devant commencer lors de la première réunion de 2017, les modalités du processus étant présentées au Comité exécutif à sa dernière réunion de 2015 aux fins d'examen (décision 73/62).

viii) État des contributions et des décaissements

60. Le revenu global du Fonds multilatéral, comprenant les paiements en espèces, les billets à ordre détenus, les contributions bilatérales, les intérêts accumulés et les revenus divers, s'élevait à 3 262 157 979 \$US au 8 novembre 2014, et le total des affectations, y compris les réserves, se chiffrait à 3 176 950 552 \$US. Le solde disponible était donc de 85 207 427 \$US au 8 novembre 2014. La répartition annuelle des contributions reçues par rapport aux contributions annoncées est indiquée dans le tableau ci-dessous :

⁵³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/24.

⁵⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/31.

⁵⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/6/Add.1.

⁵⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/59.

⁵⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/51.

| Année | Contributions annoncées (\$US) | Paiement total (\$US) | Arriérés/contributions en souffrance \$US |
|---------------|--------------------------------|-----------------------|---|
| 1991-1993 | 234 929 241 | 210 877 289 | 24 051 952 |
| 1994-1996 | 424 841 347 | 393 465 069 | 31 376 278 |
| 1997-1999 | 472 567 009 | 440 044 512 | 32 522 497 |
| 2000-2002 | 440 000 001 | 429 393 618 | 10 606 383 |
| 2003-2005 | 474 000 000 | 465 667 270 | 8 332 730 |
| 2006-2008 | 368 028 480 | 359 105 735 | 8 922 745 |
| 2009-2011 | 399 640 706 | 392 548 309 | 7 092 397 |
| 2012-2014 | 397 401 142 | 340 194 552 | 57 206 590 |
| Total: | 3 211 407 926 | 3 031 296 354 | 180 111 572 |

Remarque : Ne comprend pas les contributions en litige

61. Les 71^e, 72^e et 73^e réunions ont demandé au Trésorier de poursuivre les discussions avec les Parties dont les contributions étaient encore en souffrance (décisions 71/2 d), 72/1 d) et 73/1 c)).

62. Au cours de la période visée par le rapport, le Comité exécutif a exhorté toutes les Parties de payer la totalité de leurs contributions au Fonds multilatéral dans les meilleurs délais (décisions 71/2 c), 72/1 b) et 73/1 b)).

ix) Intérêts perçus pendant les périodes triennales 2006-2008, 2009-2011 et 2012-2014

63. La somme totale perçue en intérêts consignée dans les comptes du Trésorier au 8 novembre 2014 est de 43 537 814 \$US pour la période triennale 2006-2008, de 10 544 631 \$US pour la période triennale 2009-2011 et 5 719 461 \$US pour la période triennale 2012-2014.

x) Mécanisme de taux de change fixe

64. Le Trésorier a informé les 71^e, 72^e et 73^e réunions du gain total attribuable à la différence de taux de change depuis la création du mécanisme de taux de change fixe, qui représente 19 335 876 \$US au 8 novembre 2014.

xi) Coopération bilatérale

65. Les 71^e, 72 et 73^e réunions ont acquiescé à la demande de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon de déduire les sommes représentant un total de 4 693 349 \$US en projets de coopération bilatérale (décisions 71/31, 72/26 et 73/38), portant la somme consacrée à la coopération bilatérale à 151 674 477 \$US (comprenant les coûts d'appui d'agence et excluant les projets annulés et transférés) depuis la création du Fonds multilatéral, c'est-à-dire 4,8 pour cent des sommes approuvées.

xii) Comptes du Fonds multilatéral

66. Dans son examen des comptes finaux du Fonds multilatéral pour l'année 2012⁵⁸, la 71^e réunion a constaté que le PNUE n'avait pas encore reçu le rapport final de vérification des comptes de 2012 de la part du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies. Le Trésorier a été invité à consigner dans les comptes de 2013 la différence entre les états financiers provisoires des agences d'exécution et leurs comptes finaux de 2012. Le Trésorier a aussi été invité à soumettre à la 72^e réunion un rapport sur le rapprochement des comptes du Fonds multilatéral et des comptes du PNUE en vertu des Normes comptables internationales pour le secteur public, l'atténuation des risques associés au taux de change sur les contributions annoncées et les procédures fixées par les normes à l'échelle du PNUE sur les avances de trésorerie et leurs incidences potentielles sur la mise en œuvre de projets financés par le Fonds

⁵⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/60.

multilatéral. Le Comité exécutif a aussi chargé le Secrétariat d'examiner, en collaboration avec les agences d'exécution et le Trésorier, les conséquences des transferts de fonds du Trésorier aux agences d'exécution, dont l'information sur le taux de rendement des intérêts, et de faire rapport sur la question au Comité exécutif à sa 72^e réunion (décision 71/46).

67. Après avoir été saisi du rapport du Trésorier⁵⁹, la 72^e réunion a pris note des comptes du Fonds multilatéral et a demandé au Trésorier de faire rapport sur l'état du rapprochement des comptes du Fonds multilatéral à la 74^e réunion lorsque les normes comptables internationales du secteur public et Umoja seront complètement opérationnels. Le Trésorier a aussi été invité à solliciter, en consultation avec le Secrétariat, les opinions d'un expert sur la question des transferts de fonds du Trésorier vers les agences d'exécution et de faire rapport sur ce point à la 73^e réunion. Le prochain rapport sur cette question devrait inclure des informations intégrées concernant la norme sur les avances de fonds à l'échelle du PNUE et le seuil de décaissement de 20 pour cent pour les tranches des plans de gestion de l'élimination des HCFC, afin de démontrer clairement la relation entre les deux, ainsi que d'autres informations sur système utilisé pour le transfert des fonds du Trésorier aux agences d'exécution, afin d'assurer la réduction des risques et la maximisation de l'accumulation d'intérêts (décision 72/42).

68. Après avoir été saisie du rapport du Trésorier⁶⁰, la 73^e réunion a pris note des comptes du Fonds multilatéral pour 2013 (décision 73/66). Elle a par ailleurs examiné le rapport du Trésorier⁶¹, qui indiquait que le Fonds multilatéral avait mis en place dans le passé un système permettant de virer la totalité des fonds voulus aux agences d'exécution. Elle a conclu, par conséquent, que le système actuel avait bien fonctionné, et qu'il faudrait envisager avec prudence toute modification. Le Comité exécutif a décidé de maintenir le système actuel de gestion et de transfert de fonds aux agences d'exécution actuellement employé par le Trésorier (décision 73/68).

xiii) Rapprochement des comptes du Fonds multilatéral

69. La 71^e réunion a demandé au Trésorier et aux agences d'exécution d'effectuer certains rajustements aux comptes de 2012 dans les comptes de 2013 et a pris note des points de rapprochement en instance (décision 71/47).

70. La 73^e réunion a demandé au Trésorier et aux agences d'exécution d'effectuer certains rajustements aux comptes de 2013 dans les comptes de 2014 et a pris note des points de rapprochement en instance (décision 73/67).

xiv) Budgets du Secrétariat du Fonds

71. La 71^e réunion a examiné le document⁶² du Secrétariat et a approuvé le budget révisé de 7 067 547 \$US de l'année 2013, tel qu'il a été modifié, et a pris note que le budget total demeurerait au niveau approuvé à la 68^e réunion. Elle a aussi approuvé le budget révisé de 2014 au montant de 6 983 852 \$US pour y inscrire la somme supplémentaire de 2 819 031 \$US destinée à couvrir les coûts de fonctionnement. Elle a pris note des coûts relatifs au personnel approuvés pour le budget de 2015 et approuvé les coûts relatifs au personnel proposés pour le budget de 2016. Le Secrétariat a été chargé de discuter d'options d'économie de coûts avec le PNUE et de soumettre un rapport sur le sujet au Comité exécutif à sa 72^e réunion (décision 71/48).

⁵⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/44.

⁶⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/56.

⁶¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/57.

⁶² UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/62.

72. La 72^e réunion a examiné le document⁶³ du Secrétariat et a approuvé le budget révisé de 2014 au montant de 6 818 463 \$US, fondé sur deux réunions par année, ainsi que les budgets révisés de 2015 et de 2016, comprenant des coûts d'appui de programme de 9 pour cent, étant entendu qu'aucune somme n'est prévue pour une troisième réunion pour ces années (décision 72/43).

73. La 73^e réunion a examiné la soumission⁶⁴ du Secrétariat et approuvé la réaffectation du financement entre les rubriques du budget 2014, afin de tenir compte des coûts supplémentaires liés à la tenue de la 73^e réunion à Paris, ainsi que des coûts d'exploitation et des ressources humaines proposés pour le budget 2017, s'élevant à 7 190 229 \$US, y compris les coûts de fonctionnement du Comité exécutif et des services du Trésorier, sur la base de deux réunions du Comité exécutif par année (décision 73/69)

xv) Activités du Secrétariat du Fonds

74. Durant la période visée par le rapport, le Secrétariat a pris des mesures⁶⁵ pour faire suite aux décisions prises par le Comité exécutif lors des 71^e, 72^e et 73^e réunions. Il a aussi préparé la documentation et assuré les services de conférence pour ces mêmes réunions. Outre les documents habituels préparés pour les réunions du Comité exécutif, le Secrétariat a également préparé, entre autres, des documents sur les questions d'orientation mentionnées ci-dessus.

75. Le Secrétariat a analysé et examiné 353 demandes de financement et émis des observations et des recommandations aux fins d'examen par le Comité exécutif. Le niveau de financement demandé pour approbation aux 71^e, 72^e et 73^e réunions, après un examen des projets, est de 213 931 175 \$US.

76. Le Secrétariat a été invité à intégrer aux futurs rapports sur les activités du Secrétariat une section supplémentaire résumant les conseils prodigués par le Secrétariat aux autres organes et organisations, afin d'en assurer le suivi et la cohérence (décision 71/1).

xvi) Examen du fonctionnement du Comité exécutif

77. Le Comité exécutif, à sa 70^e réunion, avait décidé de convoquer, à titre d'essai, deux réunions du Comité exécutif en 2014, et de revoir la question lors de la dernière réunion de 2014 (décision 70/23). Des discussions ont eu lieu lors de la 73^e réunion, à partir d'un document⁶⁶ préparé par le Secrétariat au sujet de l'expérience de la première réunion de 2014 (72^e réunion) et des préparatifs pour la dernière réunion de 2014 (73^e réunion). Le Comité exécutif a décidé de poursuivre la formule de deux réunions du Comité exécutif par année, à compter de 2015, avec l'option d'organiser une brève réunion supplémentaire, entre ces réunions, afin d'examiner certaines propositions de projet. Il a par ailleurs arrêté des calendriers de soumission pour les documents présentés chaque année. Le Secrétariat a été prié de continuer d'examiner les points standard à l'ordre du jour des réunions du Comité exécutif, dans le but de rationaliser et améliorer le fonctionnement de cet organe, à titre de fondement de délibérations sur les rôles et responsabilités du Comité exécutif, du Secrétariat et des agences d'exécution du Fonds multilatéral, pour présentation au Comité exécutif à sa dernière réunion de 2015. Enfin, le Comité exécutif a décidé d'étudier la nouvelle formule de deux réunions du Comité exécutif par année, lors de sa première réunion de 2016 (décision 73/57)

⁶³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/45.

⁶⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/58.

⁶⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/2, UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/2 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/2.

⁶⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/59.

Annexe

PGEH ET PGEPH APPROUVÉS

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|---|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| Afghanistan | PNUE | 8,3 | 398 825 | 51 847 | 450 672 |
| | Allemagne | | 280 276 | 36 436 | 316 712 |
| Afrique du Sud | ONUDI | 176,7 | 6 533 556 | 457 349 | 6 990 905 |
| Albanie | ONUDI | 2,1 | 230 000 | 20 700 | 250 700 |
| | PNUE | | 85 000 | 11 050 | 96 050 |
| Algérie | ONUDI | 14,5 | 1 993 331 | 152 731 | 2 146 062 |
| Angola | PNUD | 1,6 | 176 000 | 15 840 | 191 840 |
| Antigua-et-Barbuda | PNUE | 0,0 | 51 700 | 6 721 | 58 421 |
| Arabie saoudite | ONUDI | 703,3 | 12 480 171 | 882 206 | 13 362 377 |
| | PNUE | | 720 800 | 89 289 | 810 089 |
| | Japon | | 220 000 | 28 600 | 248 600 |
| Argentine | ONUDI | 83,5 | 9 560 542 | 717 041 | 10 277 583 |
| | BIRD | | 914 612 | 68 596 | 983 208 |
| | Italie | | 300 000 | 39 000 | 339 000 |
| Arménie | PNUD | 2,2 | 594 353 | 44 577 | 638 930 |
| | PNUE | | 39 000 | 5 070 | 44 070 |
| Bahamas | PNUE | 1,7 | 156 900 | 20 397 | 177 297 |
| | ONUDI | | 151 420 | 13 628 | 165 048 |
| Bahreïn | PNUE | 23,2 | 470 000 | 61 100 | 531 100 |
| | ONUDI | | 2 338 985 | 163 729 | 2 502 714 |
| Bangladesh | PNUD | 24,5 | 1 201 074 | 90 081 | 1 291 155 |
| | PNUE | | 355 000 | 46 150 | 401 150 |
| Barbade | PNUE | 1,3 | 192 000 | 24 960 | 216 960 |
| | PNUD | | 88 000 | 7 920 | 95 920 |
| Belize | PNUE | 1,0 | 213 500 | 27 755 | 241 255 |
| | PNUD | | 66 500 | 5 985 | 72 485 |
| Bénin | PNUE | 8,3 | 370 000 | 48 100 | 418 100 |
| | ONUDI | | 260 000 | 19 500 | 279 500 |
| Bhoutan | PNUE | 0,3 | 282 000 | 36 660 | 318 660 |
| | PNUD | | 188 000 | 16 920 | 204 920 |
| Bosnie-Herzégovine | ONUDI | 6,6 | 953 284 | 69 886 | 1 023 170 |
| Brésil | PNUD | 220,3 | 15 506 257 | 1 162 969 | 16 669 226 |
| | Allemagne | | 4 090 909 | 460 000 | 4 550 909 |
| Brunei Darussalam | PNUE | 2,1 | 183 000 | 23 790 | 206 790 |
| | PNUD | | 132 000 | 11 880 | 143 880 |
| Burkina Faso | PNUE | 10,1 | 546 168 | 71 002 | 617 170 |
| | ONUDI | | 249 900 | 22 491 | 272 391 |
| Burundi | PNUE | 2,5 | 172 000 | 22 360 | 194 360 |
| | ONUDI | | 160 000 | 14 400 | 174 400 |
| Cambodge | PNUE | 15,0 | 950 000 | 123 500 | 1 073 500 |
| | PNUD | | 650 000 | 48 750 | 698 750 |
| Cameroun | ONUDI | 20,5 | 1 182 725 | 88 704 | 1 271 429 |
| Cap-Vert | PNUE | 0,1 | 160 000 | 20 800 | 180 800 |
| Chili | PNUD | 22,0 | 1 497 966 | 112 347 | 1 610 313 |
| | PNUE | | 288 489 | 37 504 | 325 993 |
| Chine – Industriel, commercial et climatisation | PNUD | 3 445,2 | 61 000 000 | 4 396 900 | 65 396 900 |

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|---|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|-------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| Chine – Mousse de polystyrène extrudée | Allemagne | | 1 350 000 | 158 500 | 1 508 500 |
| Chine – Mousse de polystyrène extrudée | ONUDI | | 48 650 000 | 3 512 360 | 52 162 360 |
| Chine – Mousse de polyuréthane | BIRD | | 73 000 000 | 5 303 870 | 78 303 870 |
| Chine – Climatiseurs de pièce | ONUDI | | 75 000 000 | 5 432 150 | 80 432 150 |
| Chine – Secteur de l'entretien, y compris le programme habitant | PNUE | | 5 240 000 | 586 400 | 5 826 400 |
| Chine – Secteur de l'entretien, y compris le programme habitant | Japon | | 400 000 | 52 000 | 452 000 |
| Chine – Coordination nationale | PNUD | | 360 000 | 27 000 | 387 000 |
| Chine - Solvants | PNUD | | 5 000 000 | 362 500 | 5 362 500 |
| Chine – Production de HCFC | BIRD | 3 970,0 | 95 000 000 | 5 320 000 | 100 320 000 |
| Colombie | PNUD | 78,9 | 6 721 483 | 504 111 | 7 225 594 |
| | PNUE | | 100 000 | 13 000 | 113 000 |
| Comores | PNUE | 0,1 | 160 000 | 20 800 | 180 800 |
| Congo | PNUE | 3,6 | 175 000 | 22 750 | 197 750 |
| | ONUDI | | 175 000 | 15 750 | 190 750 |
| Costa Rica | PNUD | 18,9 | 1 153 523 | 86 514 | 1 240 037 |
| Côte d'Ivoire | PNUE | 22,3 | 905 740 | 109 631 | 1 015 371 |
| | ONUDI | | 920 000 | 69 000 | 989 000 |
| Croatie | ONUDI | 8,1 | 871 150 | 65 336 | 936 486 |
| | Italie | | 210 000 | 27 300 | 237 300 |
| Cuba | PNUD | 19,3 | 1 747 527 | 131 065 | 1 878 592 |
| Djibouti | PNUE | 0,2 | 164 500 | 21 385 | 185 885 |
| Dominique | PNUE | 0,1 | 164 500 | 21 385 | 185 885 |
| Équateur | ONUDI | 23,2 | 1 846 440 | 138 483 | 1 984 923 |
| | PNUE | | 115 000 | 14 950 | 129 950 |
| Égypte | ONUDI | 174,0 | 2 325 415 | 174 406 | 2 499 821 |
| | PNUD | | 6 195 400 | 469 193 | 6 664 593 |
| El Salvador | PNUD | 9,0 | 699 277 | 52 446 | 751 723 |
| | PNUE | | 375 000 | 11 700 | 386 700 |
| Guinée équatoriale | PNUE | 2,2 | 165 000 | 21 450 | 186 450 |
| | ONUDI | | 150 000 | 13 500 | 163 500 |
| Érythrée | PNUE | 0,0 | 84 500 | 10 985 | 95 485 |
| | ONUDI | | 80 000 | 7 200 | 87 200 |
| État plurinational de Bolivie | Allemagne | 2,1 | 315 000 | 40 950 | 355 950 |
| États fédérés de Micronésie | PNUE | 0,0 | 112 000 | 14 560 | 126 560 |
| Éthiopie | PNUE | 1,9 | 175 000 | 22 750 | 197 750 |
| | ONUDI | | 140 000 | 12 600 | 152 600 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | ONUDI | 2,2 | 1 166 955 | 87 522 | 1 254 477 |
| Fidji | PNUD | 2,0 | 189 500 | 17 055 | 206 555 |
| | PNUE | | 125 500 | 16 315 | 141 815 |
| Gabon | PNUE | 10,6 | 290 100 | 37 713 | 327 813 |
| | ONUDI | | 249 900 | 22 491 | 272 391 |
| Gambie | PNUE | 0,5 | 110 000 | 14 300 | 124 300 |
| | ONUDI | | 100 000 | 9 000 | 109 000 |
| Géorgie | PNUD | 2,3 | 500 900 | 37 568 | 538 468 |
| Ghana | PNUD | 26,3 | 1 031 311 | 77 348 | 1 108 659 |
| | Italie | | 325 000 | 42 250 | 367 250 |

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|-------------------|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| Grenade | PNUE | 0,3 | 210 000 | 27 300 | 237 300 |
| Guatemala | ONUDI | 4,3 | 345 637 | 25 923 | 371 560 |
| | PNUE | | 96 500 | 12 546 | 109 046 |
| Guinée | PNUE | 7,9 | 327 000 | 42 510 | 369 510 |
| | ONUDI | | 320 000 | 24 000 | 344 000 |
| Guinée-Bissau | PNUE | 1,0 | 165 000 | 21 450 | 186 450 |
| | ONUDI | | 115 000 | 10 350 | 125 350 |
| Guyana | PNUE | 0,1 | 18 000 | 2 340 | 20 340 |
| | PNUD | | 48 000 | 4 320 | 52 320 |
| Haïti | PNUE | 1,3 | 182 881 | 23 775 | 206 656 |
| | PNUD | | 97 119 | 8 741 | 105 860 |
| Honduras | ONUDI | 7,0 | 380 000 | 28 500 | 408 500 |
| | PNUE | | 250 000 | 32 500 | 282 500 |
| Îles Cook | PNUE | 0,0 | 99 000 | 12 871 | 111 871 |
| Îles Marshall | PNUE | 0,1 | 113 000 | 14 690 | 127 690 |
| Îles Salomon | PNUE | 0,7 | 195 000 | 25 351 | 220 351 |
| Inde | PNUD | 341,8 | 18 438 490 | 1 340 694 | 19 779 184 |
| | PNUE | | 861 600 | 104 776 | 966 376 |
| | Allemagne | | 1 994 400 | 229 384 | 2 223 784 |
| Indonésie | PNUD | 135,0 | 8 901 102 | 667 583 | 9 568 685 |
| | Australie | | 300 000 | 39 000 | 339 000 |
| | BIRD | | 2 714 187 | 203 564 | 2 917 751 |
| | ONUDI | | 777 395 | 58 305 | 835 700 |
| Iraq | PNUE | 15,0 | 770 000 | 94 700 | 864 700 |
| | ONUDI | | 410 000 | 30 750 | 440 750 |
| Jamaïque | PNUD | 8,1 | 578 450 | 43 384 | 621 834 |
| | PNUE | | 77 000 | 10 010 | 87 010 |
| Jordanie | ONUDI | 25,5 | 2 259 217 | 170 824 | 2 430 041 |
| | BIRD | | 2 341 150 | 175 587 | 2 516 737 |
| Kenya | France | 11,0 | 900 000 | 109 000 | 1 009 000 |
| Kiribati | PNUE | 0,0 | 109 000 | 14 171 | 123 171 |
| Koweït | PNUE | 239,2 | 1 043 000 | 124 730 | 1 167 730 |
| | ONUDI | | 8 861 677 | 664 626 | 9 526 303 |
| Kirghizistan | PNUD | 1,0 | 52 800 | 4 752 | 57 552 |
| | PNUE | | 35 200 | 4 576 | 39 776 |
| Liban | PNUD | 20,0 | 2 495 109 | 187 133 | 2 682 242 |
| Lesotho | Allemagne | 1,23 | 280 000 | 36 400 | 316 400 |
| Libéria | Allemagne | 1,9 | 315 000 | 40 950 | 355 950 |
| Madagascar | PNUE | 6,0 | 300 000 | 39 000 | 339 000 |
| | ONUDI | | 260 000 | 19 500 | 279 500 |
| Malawi | PNUE | 3,8 | 230 000 | 29 900 | 259 900 |
| | ONUDI | | 120 000 | 10 800 | 130 800 |
| Malaisie | PNUD | 103,0 | 9 587 471 | 719 060 | 10 306 531 |
| Maldives | PNUE | 3,7 | 680 000 | 88 400 | 768 400 |
| | PNUD | | 420 000 | 31 500 | 451 500 |
| Mali | PNUE | 5,2 | 280 000 | 36 400 | 316 400 |
| | PNUD | | 280 000 | 21 000 | 301 000 |
| Maroc | ONUDI | 16,8 | 1 286 740 | 96 506 | 1 383 246 |
| Maurice | Allemagne | 8,0 | 950 000 | 114 500 | 1 064 500 |
| Mexique (Phase I) | ONUDI | 417,3 | 4 412 195 | 330 915 | 4 743 110 |
| | PNUD | | 13 654 016 | 1 024 051 | 14 678 067 |

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|---|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| Mexique (Phase II) | ONUDI | 533,6 | 9 899 581 | 692 971 | 10 592 552 |
| | Allemagne | | 650 000 | 81 500 | 731 500 |
| | Italie | | 458 191 | 59 565 | 517 756 |
| | PNUD | | 80 000 | 10 400 | 90 400 |
| Mongolie | PNUE | 1,0 | 236 000 | 30 680 | 266 680 |
| | Japon | | 130 000 | 16 900 | 146 900 |
| Monténégro | ONUDI | 0,3 | 404 500 | 30 338 | 434 838 |
| Mozambique | PNUE | 2,3 | 165 000 | 21 450 | 186 450 |
| | ONUDI | | 150 000 | 13 500 | 163 500 |
| Myanmar | PNUE | 1,5 | 220 000 | 28 600 | 248 600 |
| | ONUDI | | 60 000 | 5 400 | 65 400 |
| Namibie | Allemagne | 8,4 | 900 000 | 109 000 | 1 009 000 |
| Nauru | PNUE | 0,0 | 74 000 | 9 620 | 83 620 |
| Népal | PNUE | 0,6 | 126 000 | 16 380 | 142 380 |
| | PNUD | | 84 000 | 7 560 | 91 560 |
| Nicaragua | PNUE | 2,7 | 108 000 | 14 040 | 122 040 |
| | ONUDI | | 222 000 | 19 980 | 241 980 |
| Niger | ONUDI | 5,6 | 285 000 | 21 375 | 306 375 |
| | PNUE | | 275 000 | 35 750 | 310 750 |
| Nigéria | PNUD | 90,1 | 2 999 750 | 224 981 | 3 224 731 |
| | ONUDI | | 1 939 080 | 145 431 | 2 084 511 |
| Niue | PNUE | 0,0 | 73 000 | 9 490 | 82 490 |
| Oman | ONUDI | 6,8 | 349 120 | 26 184 | 375 304 |
| | PNUE | | 85 000 | 11 050 | 96 050 |
| Ouganda | PNUE | 0,1 | 84 500 | 10 985 | 95 485 |
| | ONUDI | | 80 000 | 7 200 | 87 200 |
| Pakistan | ONUDI | 79,1 | 5 008 849 | 375 664 | 5 384 513 |
| | PNUE | | 440 000 | 57 200 | 497 200 |
| Palau | PNUE | 0,1 | 120 000 | 15 600 | 135 600 |
| Panama | PNUD | 4,8 | 265 545 | 19 916 | 285 461 |
| | PNUE | | 70 000 | 9 100 | 79 100 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | Allemagne | 3,4 | 1 250 000 | 147 500 | 1 397 500 |
| Paraguay | PNUE | 6,3 | 330 000 | 42 900 | 372 900 |
| | PNUD | | 300 000 | 22 500 | 322 500 |
| Pérou | PNUD | 3,7 | 232 671 | 20 940 | 253 611 |
| | PNUE | | 50 000 | 6 500 | 56 500 |
| Philippines | PNUE | 45,0 | 230 000 | 29 900 | 259 900 |
| | ONUDI | | 1 770 650 | 132 799 | 1 903 449 |
| | Japon | | 317 350 | 41 256 | 358 606 |
| Qatar | ONUDI | 57,9 | 1 726 600 | 129 495 | 1 856 095 |
| | PNUE | | 310 000 | 40 300 | 350 300 |
| Région: démarche régionale, États insulaires du Pacifique, région Asie et Pacifique | PNUE | | 285 000 | 37 050 | 322 050 |
| République bolivarienne du Venezuela | ONUDI | 23,2 | 1 758 500 | 131 888 | 1 890 388 |
| | PNUE | | 136 000 | 17 680 | 153 680 |
| République centrafricaine | PNUE | 4,2 | 310 000 | 40 300 | 350 300 |
| | ONUDI | | 250 000 | 18 750 | 268 750 |
| République démocratique du Congo | PNUE | 5,8 | 235 000 | 30 550 | 265 550 |
| | PNUD | | 240 000 | 21 600 | 261 600 |

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|--|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| République démocratique populaire lao | PNUE | 0,6 | 176 250 | 22 913 | 199 163 |
| | France | | 33 750 | 4 388 | 38 138 |
| République Démocratique populaire de Corée | ONUDI | 20,0 | 701 880 | 49 132 | 751 012 |
| République dominicaine | PNUE | 27,1 | 202 000 | 26 260 | 228 260 |
| | PNUE | | 50 000 | 6 500 | 56 500 |
| République de Moldavie | PNUD | 0,2 | 88 000 | 7 920 | 95 920 |
| République islamique d'Iran | PNUD | 164,4 | 4 565 746 | 342 431 | 4 908 177 |
| | PNUE | | 262 000 | 34 060 | 296 060 |
| | ONUDI | | 2 506 277 | 187 971 | 2 694 248 |
| | Allemagne | | 2 885 815 | 327 440 | 3 213 255 |
| République-Unie de Tanzanie | PNUE | 0,6 | 110 000 | 14 300 | 124 300 |
| | ONUDI | | 100 000 | 9 000 | 109 000 |
| Rwanda | PNUE | 1,4 | 170 000 | 22 100 | 192 100 |
| | ONUDI | | 110 000 | 9 900 | 119 900 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | PNUE | 0,2 | 124 500 | 16 185 | 140 685 |
| | PNUD | | 40 000 | 3 600 | 43 600 |
| Sainte-Lucie | PNUE | 0,1 | 51 892 | 6 747 | 58 639 |
| | ONUDI | | 112 608 | 10 135 | 122 743 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | PNUE | 0,3 | 345 800 | 44 954 | 390 754 |
| | ONUDI | | 124 115 | 11 170 | 135 285 |
| Samoa | PNUE | 0,1 | 148 500 | 19 306 | 167 806 |
| Sao Tomé-et-Principe | PNUE | 0,1 | 160 000 | 20 800 | 180 800 |
| Sénégal | ONUDI | 12,7 | 505 216 | 37 891 | 543 107 |
| | PNUE | | 530 000 | 68 300 | 598 300 |
| Serbie | ONUDI | 2,9 | 897 760 | 67 333 | 965 093 |
| | PNUE | | 75 500 | 9 815 | 85 315 |
| Seychelles | Allemagne | 1,4 | 600 000 | 76 000 | 676 000 |
| Sierra Leone | PNUE | 0,6 | 110 000 | 14 300 | 124 300 |
| | ONUDI | | 100 000 | 9 000 | 109 000 |
| Somalie | ONUDI | 1,9 | 315 000 | 22 050 | 337 050 |
| Sri Lanka | PNUD | 4,8 | 398 866 | 29 915 | 428 781 |
| | PNUE | | 249 000 | 32 370 | 281 370 |
| Soudan | ONUDI | 16,2 | 1 456 341 | 108 476 | 1 564 817 |
| Suriname | PNUE | 0,7 | 104 000 | 13 520 | 117 520 |
| | ONUDI | | 106 000 | 9 540 | 115 540 |
| Swaziland | PNUE | 6,2 | 210 000 | 27 300 | 237 300 |
| | PNUD | | 667 948 | 50 096 | 718 044 |
| Thaïlande | BIRD | 234,7 | 22 749 072 | 1 592 436 | 24 341 508 |
| | Japon | | 302 965 | 39 385 | 342 350 |
| Tchad | PNUE | 5,6 | 325 000 | 42 250 | 367 250 |
| | ONUDI | | 235 000 | 17 625 | 252 625 |
| Timor-Leste | PNUE | 0,1 | 164 900 | 21 437 | 186 337 |
| | PNUD | | 106 800 | 9 612 | 116 412 |
| Togo | PNUE | 7,0 | 280 000 | 36 400 | 316 400 |
| | ONUDI | | 350 000 | 26 250 | 376 250 |
| Tonga | PNUE | 0,0 | 127 000 | 16 511 | 143 511 |
| Trinité-et-Tobago | PNUD | 17,9 | 1 462 733 | 109 705 | 1 572 438 |

| Pays | À être mis en œuvre par | Élimination totale (tonnes PAO) | Financement approuvé en principe (\$US) | | |
|--------------|-------------------------|---------------------------------|---|---------------|------------|
| | | | Fonds pour le projet | Coûts d'appui | Total |
| Tunisie | ONUDI | 10,6 | 1 100 195 | 77 014 | 1 177 209 |
| | PNUE | | 100 000 | 13 000 | 113 000 |
| | France | | 600 000 | 76 000 | 676 000 |
| Turquie | ONUDI | 507,9 | 14 120 090 | 1 026 975 | 15 147 065 |
| | PNUE | | 103 450 | 13 449 | 116 899 |
| Turkménistan | ONUDI | 2,4 | 652 050 | 48 904 | 700 954 |
| Tuvalu | PNUE | 0,0 | 92 000 | 11 960 | 103 960 |
| Uruguay | PNUD | 4,2 | 380 004 | 28 500 | 408 504 |
| Vanuatu | PNUE | 0,1 | 148 500 | 19 306 | 167 806 |
| Viet Nam | BIRD | 140,1 | 9 763 820 | 732 287 | 10 496 107 |
| Yémen | PNUE | 63,3 | 380 000 | 49 400 | 429 400 |
| | ONUDI | | 410 000 | 28 700 | 438 700 |
| Zambie | PNUE | 1,7 | 175 000 | 22 750 | 197 750 |
| | ONUDI | | 140 000 | 12 600 | 152 600 |
| Zimbabwe | Allemagne | 12,3 | 1 038 818 | 124 270 | 1 163 088 |